DOSSIER

UNE AUTRE MODE EST POSSIBLE

TEXTILE : CESSONS DE CREUSER LE GOUFFRE DES INÉGALITÉS



OXFAM
Magasins du monde

SOMMAIRE

DOSSIER TEXTILE

4 En bref

6 Introduction :
Dossier textile



10 Infographie :
D'où viennent les vêtements ?

12 Alternatives :
Quelles garanties pour s'habiller plus durablement ?



14 Reportage photo :
Comment filer un bon coton ?



26 Interview :
Girish G. Krishnan co-fondateur de Mila Fair Trade Clothing

28 Interview :
Nos bénévoles prennent la parole : le seconde main, une autre vision de la mode



30 BD reportage :
Jungle Sisters : l'histoire vraie de deux jeunes ouvrières de la confection en Inde

44 Pour aller plus loin :
Inde : l'égalité hommes-femmes et les conditions de travail

UNE AUTRE MODE EST POSSIBLE

Les dividendes annuels d'Amancio Ortega, le fondateur de la marque de vêtements Zara, correspondent à plus de 800.000 fois le salaire moyen d'un ouvrier indien de la confection.

Ce chiffre symbolise à lui seul les inégalités qui gangrènent les filières textiles. Des inégalités aux conséquences dramatiques pour des millions de travailleurs et travailleuses, principales victimes d'accidents tels que celui du Rana Plaza au Bangladesh en 2013 .

En 2017/18, Oxfam-Magasins du Monde et ses partenaires veulent montrer que ces atteintes aux droits humains et à l'environnement ne sont pas une fatalité ! Notre campagne mettra ainsi en avant quelques-unes des nombreuses initiatives et alternatives en faveur de chaînes textiles plus durables : de l'interpellation de sa commune en matière d'achats publics à la réparation/customisation de vêtements, en passant par l'achat équitable, éthique, biologique ou de seconde main.

En octobre, nous lançons notre première campagne de financement participatif (crowdfunding, voir ci-contre) : une opportunité unique d'aider au lancement d'une nouvelle gamme de t-shirts équitables et bio, tout en soutenant financièrement notre partenaire et fournisseur indien Mila.

Alors, marre des fringues kleenex qui polluent et qui exploitent ? Rejoignez le mouvement slow fashion ! Car oui, une autre mode est possible.

Patrick Veillard

UNE PUBLICATION D'OXFAM-MAGASINS DU MONDE Septembre 2017 • 90041

ONT COLLABORÉ À CE DOSSIER:
Roland d'Hoop, Patrick Veillard, Jessica Hertsens, Sandrine Debroux, Laura Pinault, Estelle Vanwambeke, Tineke d'Haese, Hélène Bredart, Lorent Fritsche

ÉDITEUR RESPONSABLE:
Pierre Santacatterina, Rue provinciale, 285 - 1301 Bierges

ILLUSTRATION DE COUVERTURE : Squarefish
ILLUSTRATION DE LA BD : Priscilla Suarez Bock

© 2017 Oxfam-Magasins du monde
redaction@mdmoxfam.be • info@mdmoxfam.be

Imprimé sur papier recyclé et FSC

FSC www.fsc.org FSC® C021878 The mark of responsible forestry



CROWDFUNDING : DEVELOPPONS ENSEMBLE UNE FILIERE TEXTILE EQUITABLE

Oxfam lance un crowdfunding pour développer une gamme de t-shirts équitables et bio. En y contribuant, vous apportez également un soutien financier à l'organisation Mila, notre partenaire et fournisseur indien. A la fois simples et modernes, ces T-shirts sont surtout engagés pour un monde plus juste !

Une belle occasion de montrer quelle mode nous voulons, attentive aux conditions de travail et à notre planète. Vous aussi vous voulez changer votre manière de vous habiller ?

www.omdm.be/crowdfunding

OXFAM
Magasins du monde

Ce dossier est réalisé avec le soutien de la Direction Générale de la Coopération au Développement.

Avec le soutien de LA COOPÉRATION BELGE AU DÉVELOPPEMENT .be



Le **tricot** a la cote !

Tricoter n'est plus une activité ringarde. Même plus : c'est devenu branché, voire activiste de tricoter ! Le gang des grands-mères l'a bien compris, et a surfé sur la vague pour monter son projet d'économie sociale et solidaire : Christiane, Simone, Chantal ou encore Eveline confectionnent depuis 2014 des pièces d'exception « 100% French Touch ». Le client choisit son produit et son modèle en ligne, sa couleur, et même sa mamie-tricoteuse !

Résultat : des revenus pour ce groupe de copines, qui reversent solidairement 10% de leurs ventes pour des activités diverses à destination des membres de l'association « Les Mamies du Gang». Au Chili, ce sont Los hombres tejedores (« les hommes tricoteurs ») qui se mettent à tricoter dans les espaces publics, comme un acte de soutien aux femmes pour « lutter contre les stéréotypes ».
www.gangdegrandmeres.fr

France : une loi censée responsabiliser les grandes entreprises

En France, la loi « relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre » a été promulguée le 28 mars 2017. Elle vise à responsabiliser les multinationales de plus de 5000 salariés en les obligeant à mettre en place un plan de vigilance. C'est la première fois qu'une loi oblige des entreprises à identifier et à prévenir les risques et atteintes graves aux droits humains et libertés fondamentales. Et surtout, cela ne s'applique pas seulement aux sociétés mais aussi à leurs filiales et à leurs sous-traitants. Cette loi est le fruit d'un travail de longue haleine mené par plusieurs ONG depuis l'effondrement de l'usine du Rana Plaza en 2013. Hélas, la partie du texte prévoyant des amendes a été censurée par le Conseil constitutionnel.



ETICTAGS : la nouvelle extension citoyenne !



Pour créer cette application, 3 ONG (Amnesty International, AchACT et Ecoconso) se sont unies afin de taguer des sites web commerciaux lors de vos recherches sur internet. Une manière de mieux situer ces sites sous l'angle citoyen, environnemental ou des droits humains. L'application fonctionne sur Firefox ou Chrome. Pour ne pas consommer idiot...
www.etictags.org



Podium Detox : quand les marques apprennent à se désintoxiquer

Suite à sa campagne « Detox », Greenpeace a obtenu l'engagement de 18 grandes marques à « désintoxiquer » leurs usines de vêtements. En effet, celles-ci utilisent des produits toxiques qui polluent l'environnement et causent de très graves maladies, telles que des cancers ou des désordres hormonaux. Mais entre les promesses et la réalité, il y a toujours un « Gap » (surtout pour cette marque) ! Découvrez ici quelles marques ont montré le bon exemple et lesquelles sont à montrer du doigt.
www.greenpeace.fr

H&M: Pas de femmes enceintes svp

Imaginez: vous êtes licenciée parce que vous êtes enceinte. C'est la réalité d'ouvrières de manufactures en Inde et au Cambodge fournissant H&M, telle que révélée par une enquête de l'Asian Floor Wage Alliance. Certaines femmes préfèrent même se faire avorter plutôt que d'annoncer leur grossesse, de peur de perdre leur emploi.
Selon la militante syndicale indienne Anannya Bhatta, les engagements d'H&M pour une chaîne de fabrication solidaire ne sont que "pure rhétorique" : (...) « *Ils manquent cruellement de transparence. Ils refusent de dire dans quelles usines ils testent des projets pilotes, et ne sont pas très coopératifs lorsqu'il s'agit de détailler comment ils comptent mettre en place des salaires décents* ».
www.asia.floorwage.org/workersvoices/reports

> ***"Dans 11 usines cambodgiennes sur 12, des employés ont été témoin de situations de fin de contrat pendant la grossesse [d'une travailleuse], voire en ont été victimes. L'ensemble des 50 employés des usines indiennes interrogés ont également déclaré qu'il était fréquent que des femmes soient licenciées pendant leur grossesse."***

Rapport de l'Asia Floor Wage Alliance
Precarious Work in the H&M Global Value Chain





Comment sont fabriqués les maillots de foot des Diables rouges : quand une école demande des comptes.

Quand des élèves de 5e et 6e primaires se mobilisent, ça fait du bruit ! Scandalisés par le fait que les ouvriers qui confectionnent les maillots officiels des Diables rouges ne gagnent au final que 1% de son prix de vente, ces jeunes ont décidé de passer à l'action.

Après avoir envoyé des lettres à l'Union belge, aux joueurs et aux médias (restées sans réponse jusqu'à ce jour), ils ont décidé de passer à de la sensibilisation à plus grande échelle. C'est ainsi qu'on les a vus apparaître dans l'émission footballistique « La Tribune », ainsi que dans différents médias. Une action « choc » est en préparation. On vous promet d'en reparler !

TEXTILE : CESSONS DE CREUSER LE GOUFFRE DES INÉGALITÉS



Le 24 avril 2013, le monde a connu une des pires catastrophes industrielles jamais survenue.

Le Rana Plaza, un bâtiment de huit étages qui hébergeait 5 usines de confection, s'est effondré subitement à Savar, une ville industrielle du Bangladesh. Le bilan est lourd : 1138 travailleurs/euses sont tué·e·s et plus de 2000 autres blessé·e·s. Ce drame restera le symbole d'une industrie de la mode fondée sur le mépris des droits et des vies de ceux et celles qui confectionnent nos vêtements.

Extrait du DVD-livret « Made in Bangladesh - Est-ce là le prix de nos T-Shirts ? », AchACT, avril 2014.



« LA VIE EST POURRIE QUAND ON FABRIQUE UN TOP A 5$99*. »

Ces mots d'une ouvrière cambodgienne du textile résument la problématique de l'habillement aujourd'hui : un modèle de production et de consommation qui exploite à la fois les travailleurs/euses et l'environnement, le tout au bénéfice des marques et de leurs actionnaires. Le résultat le plus extrême de ces inégalités, ce sont les accidents du type Rana Plaza au Bangladesh en 2013.

Mais ce drame n'est que la partie visible de l'iceberg. En plus de nombreuses autres catastrophes industrielles**, les chaînes textiles sont l'objet d'innombrables dommages sociaux et environnementaux : salaires misérables, discriminations (en particulier envers les femmes), absence de liberté syndicale, pollution des eaux et des terres agricoles, travail forcé, y compris des enfants… La liste est longue (infographie p. 8). L'un des cas les plus extrêmes est celui des systèmes « Sumangali », dans les usines textiles en Inde du Sud : une forme de contrat de travail qui permet en théorie à des jeunes filles de payer la dot de leur futur mariage, mais qui se révèle en réalité proche de l'esclavage moderne (bande dessinée p. 30). De telles inégalités ne sont pas une fatalité. Face à l'opacité, la complexité et la concentration de pouvoir qui caractérisent les chaînes textiles, Oxfam-Magasins du monde tentera de démontrer, tout au long de sa campagne 2017/18, qu'il existe de multiples solutions : des actions politiques et citoyennes bien sûr (interview de Carole Crabbé AchACT, p. 10), mais aussi des alternatives de consommation, tels les vêtements équitables (interview de Girish G. Krishnan (Mila) p. 26 et reportage photo, p. 14 à 25), de seconde main (voir l'interview de nos bénévoles seconde main, p. 28), labellisés biologiques ou éthiques (p. 29). Toutes ces alternatives, même si elles sont perfectibles, contribuent ensemble à « tisser » une mode plus respectueuse des travailleurs/euses et de l'environnement. ■

* Courrier International. 25/05/2016. Pour les ouvrières d'H&M, mieux vaut ne pas tomber enceinte.

** Quelques autres exemples récents: 254 morts et 55 personnes gravement blessés le 11 septembre 2012 dans l'incendie de l'usine Ali Enterprise au Pakistan ; 112 morts et plus de 200 blessés le 24 novembre 2012 dans l'incendie de l'usine Tazreen Fashions, encore au Bangladesh.

D'OÙ VIENNENT LES VÊTEMENTS ?



Distribution

12.000

Nouveaux produits lancés chaque année par Zara, à un rythme hallucinant d'une nouvelle collection tous les 15 jours. Pas étonnant qu'à ce rythme un ménage belge jette en moyenne 12 kg/an de vêtements !

Filage et tissage

50.000

Jeunes filles en situation de travail forcé dans les usines de filature d'Inde du Sud.

Consommation

1 KG COTON

Pour fabriquer un jean, il faut 1 kg de coton, 5.000 à 10.000 l d'eau, 75 g de pesticides et 2 kg d'engrais chimiques.



Confection

12H

Moyenne d'heures de travail par jour pour les ouvrières de l'habillement en Asie (avec un seul jour de repos par semaine).

Agriculture et égrenage

10,4 MILLIARDS US$

Total des aides versées en 2014/15 aux cotonculteurs dans les principaux pays de production (USA et Chine essentiellement). Résultat : les petits producteurs africains sont les premières victimes de ce dumping.

NOTRE ALTERNATIVE ÉQUITABLE

Face à tous ces désastres sociaux et environnementaux, le secteur équitable tente de construire des filières plus exemplaires.

POUR LE COTON par exemple, le label Fairtrade permet d'**organiser collectivement les producteurs** et d'**améliorer leurs conditions de vie et de travail**, notamment via un **prix minimum et des primes de développement** (écoles, centres de soins, etc.).

AU NIVEAU DE LA CONFECTION, les organisations équitables assurent des **conditions de travail sûres et flexibles**, des **bénéfices sociaux variés** (ex. frais scolaires, assurances santé), des **salaires équitables**, la **mise à l'emploi de personnes marginalisées**, etc. Les produits textiles équitables sont par ailleurs **le plus souvent aussi certifiés bio**, ce qui garantit notamment l'emploi de **coton bio**, de **teintures naturelles** ainsi que la **traçabilité complète** de la chaîne de production.

Teinture

20%

De la pollution d'eau douce dans le monde est liée au traitement et à la teinture du textile.

3 Chine

4 esh

Confection

0,18€

Montant que touchent les ouvrières asiatiques sur un t-shirt vendu 29€ en Europe. (soit 0,6% du total).

POURQUOI IL EST URGENT DE PASSER A UNE ECONOMIE QUI PROFITE A TOUT LE MONDE

Il n'y a pas que le secteur du textile qui pose problème, c'est tout notre système économique qu'il faut revoir. Dans son rapport intitulé « An Economy for the 99% », Oxfam révèle que 8 hommes possèdent autant de richesses que la moitié la plus pauvre de la population mondiale !

En Belgique aussi, les inégalités persistent : les 10% des Belges les plus riches possèdent à eux seuls pas moins de 48,1% des richesses totales.

Revoir notre système politique et économique

Les multinationales utilisent des stratagèmes à grande échelle pour éviter de payer leurs impôts. Pendant ce temps, elles distribuent toujours plus de bénéfices à leurs actionnaires, tout en réduisant les salaires de leurs travailleurs. Une situation qui n'est pas prête de changer car ces multinationales parviennent à influencer les gouvernements pour qu'ils adaptent les lois en leur faveur. Exigez une économie au service de tout le monde !

SIGNEZ LE MANIFESTE POUR UNE ÉCONOMIE HUMAINE SUR www.oxfamsol.be/AEgalite

ACHACT : QUAND LES CONSOMMATEURS ET LES TRAVAILLEURS SE MOBILISENT ENSEMBLE POUR UN HABILLEMENT PLUS JUSTE

Propos recueillis par Roland d'Hoop



*La plate-forme **achACT** regroupe plusieurs associations et syndicats en Belgique francophone. Leur but ? Contribuer à améliorer les conditions de travail et à renforcer les travailleurs de l'industrie de l'habillement, où les femmes constituent la majorité de la main-d'œuvre. Petit tour d'horizon des principaux enjeux de la filière textile avec Carole Crabbé.*

Comment sont actuellement contrôlées les filières textiles ? Pourquoi cela ne fonctionne-t-il pas ?

Il faut d'abord préciser que nous travaillons sur l'habillement. Nous n'avons donc pas une vision globale de la filière textile puisque nous ne travaillons pas sur ce qui se passe en amont de la confection. Les contrôles des usines de confection sont principalement d'ordre privé. Ils sont effectués par des sociétés d'audit sur demande des donneurs d'ordre, c'est-à-dire, souvent les marques. Ces audits se font donc dans une logique de prévention: les marques tentent ainsi d'éviter des griffes sur leur image. Mais cette démarche volontaire a montré ses limites : malgré le très grand nombre d'audits réalisés chaque année, on ne voit pas de progrès sensible dans les conditions de travail.

L'exemple le plus frappant, c'est l'effondrement du Rana Plaza au Bangladesh : avec le réseau international de la Clean Clothes Campaign, nous avions développé un protocole de prévention avec les syndicats locaux qui n'avait été signé que par deux marques internationales. Il a fallu attendre la multiplication d'accidents et d'effondrements jusqu'à la catastrophe du Rana Plaza, ses 1138 morts et son énorme impact médiatique, pour voir enfin ce même protocole d'accord être signé par plus de 200 marques.
La stratégie des marques est toujours basée sur la maximisation du profit, obtenue notamment par la sous-traitance de la production, avec une dilution des responsabilités à tous les niveaux.

Mais les lois et les conventions internationales de l'OIT (Organisation Internationale du Travail) ne prévoient-elles pas aussi des contrôles contraignants ?

Oui, le contrôle des autorités publiques - qui découle des législations du travail nationales, elles-mêmes fondées en partie sur les normes de l'OIT - devrait être le premier à être mis en place. Mais certains gouvernements n'ont pas ratifié les conventions internationales ou n'ont pas mis en place les arrêtés d'exécution. Les autorités ne mettent pas les moyens qu'il faut pour garantir l'inspection, malgré l'existence de lois. Par exemple, à la veille de l'effondrement du Rana Plaza, il y avait seulement une cinquantaine d'inspecteurs du travail au Bangladesh et ceux-ci ne disposaient pas de moyens de transport pour contrôler les milliers d'usine que compte le pays.

La catastrophe du Rana Plaza a-t-elle provoqué un changement d'attitude de la part des marques et des consommateurs ?

L'effondrement du Rana Plaza a eu un énorme impact médiatique : 1.5 million de personnes ont signé une pétition pour la prévention des accidents et l'indemnisation des victimes. C'est ce qui a amené plus de 200 marques à signer le protocole de prévention. Quatre ans après sa signature, on enregistre plus de 100.000 améliorations mais seules 64 usines sur quelques 1.800 ont totalement complété leurs mises aux normes. On est loin du compte...
Le risque du retour au « business as usual » est présent. Il faut vraiment créer un rapport de force, en donnant plus de voix aux syndicats locaux et en mobilisant l'opinion publique.

Comment agissez-vous pour maintenir la pression sur les marques ?

Après 20 ans d'échecs des démarches volontaires d'entreprise en matière de responsabilité sociale dans leurs filières d'approvisionnement, notre stratégie est basée d'une part, sur des accords contraignants* et d'autre part, sur la régulation, notamment via l'obligation de transparence. Cela passera par un cadre légal de responsabilisation des entreprises, tant au niveau international que national.

Mais, à côté de cette dimension juridique, notre stratégie est également de partir de la base, des organisations locales de travailleurs, avec la volonté de les mettre en rapport direct avec les donneurs d'ordre, leurs clients, c'est-à-dire les marques.

* Comme celui pour la prévention des effondrements et incendies d'usine au Bangladesh ou le Protocole indonésien sur la liberté syndicale signé dans le sillage des campagnes J.O. Propres 2004 et 2008 auxquelles OXFAM a largement contribué.

Un plaidoyer basé sur 3 piliers

Pour son plaidoyer, achACT se base sur les trois piliers des Principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits humains :

1 L'obligation des Etats à protéger toute personne de violations des droits humains du fait d'une entreprise établie sur son territoire ;
2 La responsabilité des entreprises à respecter les droits humains dans sa sphère d'influence, en ce compris sa filière d'approvisionnement, c'est-à-dire à « faire preuve de diligence raisonnable ». Chaque entreprise doit mettre en place un système pour évaluer l'impact de ses pratiques et rendre des comptes ;
3 Le troisième pilier, un peu oublié, impose de « réparer » les violations des droits humains, par exemple, indemniser les victimes du Rana Plaza, aider les victimes à accéder à la justice.

Quels sont les moyens concrets pour un citoyen / consommateur d'agir en Belgique ou ailleurs ?

Nous pouvons agir individuellement ou collectivement. Au niveau individuel, un moyen simple et efficace est de signer des pétitions ou des actions urgentes. Dans environ 50% des cas, les actions urgentes portent des fruits. Cela a contribué directement par exemple à la libération de militants chinois emprisonnés ou à la réintégration de délégués syndicaux qui avaient été licenciés. Après deux ans de mobilisation, via notamment des pétitions, nous avons obtenu que les entreprises clientes du Rana Plaza contribuent suffisamment pour atteindre les 30 millions de dollars nécessaires pour indemniser complètement les victimes de l'effondrement.

En tant que citoyen, on peut aussi demander plus de cohérence de nos autorités publiques en termes de marché public. Il y a encore trop peu de critères sociaux dans les cahiers de charge rédigés par les communes, notamment pour les vêtements de travail, alors que la loi l'autorise. Le consommateur lambda peut aussi s'informer sur les pratiques des marques. Nous proposons avec Ecoconso et Amnesty un outil de vigilance sur le web, l'application Etictags, qui permet de taguer des sites web commerciaux lors d'achats ou de recherches sur internet (ndlr : pour en savoir plus, voir la brève p.4). L'idée est d'informer le consommateur sur les pratiques de la marque. Mais cela n'enlève rien à la nécessité de mener une réflexion plus large sur le sens de nos achats. On peut privilégier des vêtements plus durables en évitant la logique de la « fast fashion », choisir des alternatives (customisation, seconde main, créer ses vêtements), opter pour l'achat de vêtements équitables avec Oxfam ou la location (voir l'exemple de TALE ME)...

Enfin, à côté des actions individuelles, nous proposons des achats collectifs : pour personnaliser leurs pulls de kots, nous avons par exemple, encouragé les kots de Louvain-la-Neuve à utiliser une plateforme en ligne (Fair Wear LLN) de demande de prix auprès de tout imprimeur textile pour exiger des vêtements provenant d'entreprises membres de la Fair Wear Foundation (ndlr : voir articles alternatives p. 12). Ça s'accompagne d'une sensibilisation. Ce système est également utile aux associations, clubs de sport, écoles, entreprises qui désirent se procurer des vêtements promotionnels fabriqués dans de bonnes conditions de travail. ■

La Clean Clothes Campaign

La Clean Clothes Campaign (CCC) veille à ce que les droits fondamentaux des travailleurs de l'habillement soient respectés. Pour atteindre cet objectif, la CCC veut éduquer et mobiliser les consommateurs, fait pression auprès des entreprises et des gouvernements et offre un soutien direct aux travailleurs qui défendent leurs droits et exigent de meilleures conditions de travail. La CCC réunit des syndicats et des ONG couvrant un large éventail de points de vue et d'intérêts tels que les droits des femmes, le plaidoyer auprès des consommateurs et la réduction de la pauvreté.



QUELLES GARANTIES POUR S'HABILLER PLUS DURABLEMENT ?

Marre des fringues « kleenex » qui polluent et qui exploitent, voire qui tuent? Face au scandale des « Rana Plaza and co. », de nombreux consommateurs décident de passer à l'action en s'habillant de manière plus respectueuse des travailleurs et de l'environnement. Les solutions passent notamment par des vêtements équitables, éthiques, biologiques, locaux, de seconde main ou même la location. Difficile de s'y retrouver néanmoins dans la « jungle » des labels. Petit tour d'horizon des principaux labels propres à l'habillement.



L'offre en vêtements équitables et éthiques en Belgique

Aujourd'hui, l'offre en vêtements équitables et éthiques en Belgique est relativement faible et dispersée. Seuls quelques magasins spécialisés proposent des gammes relativement limitées et typées de produits. Quelques exemples : Ozfair et Couleur Sud dans les régions Wallonie / Bruxelles ; Yak & Yeti ou Ethnics en Flandre. Les marques belges membres de la FWF incluent Bel-Confect pour les vêtements de travail ; Claudia Sträter, Bel&Bo, JBC et Mayerline pour les vêtements de mode ; Stanley & Stella et B&C pour les vêtements promotionnels.

Fair Wear Foundation

La Fair Wear Foundation (FWF) est un standard créé à l'initiative de plusieurs parties prenantes, dont la Clean Clothes Campaign (CCC), des syndicats et des marques. Malgré les apparences (fair = équitable en anglais), la FWF est plutôt ce que l'on appelle une garantie éthique (ou socialement responsable, voir encadré). Elle s'attaque en effet principalement aux conditions de travail dans les usines de confection conventionnelles (ex. absence de travail forcé, liberté syndicale). Elle tente pour cela de responsabiliser les marques (ses « entreprises membres ») en les amenant à mieux contrôler leurs chaînes d'approvisionnement.

Différents instruments sont utilisés dans ce but : des audits dans les usines des fournisseurs, des enquêtes sur les marques elles-mêmes, un système de plaintes, l'obtention d'information via des ONG ou des syndicats locaux ainsi que des programmes de formation des travailleurs.

Au final, la FWF est une initiative multipartite assez crédible, notamment du fait de sa spécialisation dans l'habillement, de ses relais sur le terrain et de sa transparence. Du point de vue du consommateur, l'idée ici n'est pas d'acheter un produit totalement « propre » mais bien d'encourager une marque à améliorer de manière globale et progressive les conditions de travail chez ses fournisseurs.

Fairtrade International

Le principal organisme certificateur du secteur équitable n'a longtemps couvert que l'étape du coton dans les chaînes textiles, y appliquant les mêmes critères que pour les autres matières premières agricoles (ex. prix minimum, prime de développement). Plusieurs études ont démontré l'impact significatif de ce système sur les petits producteurs de coton. Malgré tout, il a également été beaucoup critiqué, notamment pour le caractère trompeur du label apposé sur le produit : s'il indique bien « coton certifié », il a été démontré que la plupart des consommateurs pensaient acheter un vêtement entièrement équitable. Or les critères sur les autres étapes de la chaîne (filage, tissage, confection, etc.) sont relativement basiques...

C'est la raison pour laquelle Fairtrade a lancé courant 2016 un nouveau standard textile. Ce dernier complète la couverture équitable de la chaîne en ajoutant au standard coton une certification sur toutes les étapes postérieures, de l'égrenage du coton jusqu'à la confection (y compris les sous-traitants). Les marques sont elles aussi impliquées, puisqu'elles doivent entre autres établir des contrats justes, fiables et prévisibles. Le standard inclut des critères assez développés en matière de liberté d'association et de négociation collective, ainsi qu'un processus de transition en 6 ans vers un salaire vital. Même si cette approche a été critiquée, notamment par la Clean Clothes Campaign (CCC), d'autres acteurs

tels qu'Oxfam Grande-Bretagne estiment que ce nouveau standard est « crédible et capable d'initier la construction de chaînes équitables à grande valeur d'exemplarité ». Du fait de son lancement très récent, il n'est par contre pas encore possible d'acheter en Belgique des produits bénéficiant de cette certification. Mais il existe de nombreux produits avec le label Fairtrade "coton certifié", comme expliqué plus haut. A noter que Mila, qui fournit les t-shirts d'Oxfam-Magasins du Monde, est l'une trois organisations à participer au programme pilote du système en Inde (voir interview p. 26).

Système de garantie WFTO

Le standard WFTO (World Fair Trade Organisation) a longtemps été la seule garantie équitable dans le secteur textile. À la différence d'autres systèmes, son principe est de fournir une garantie « organisation » à des acteurs spécialisés à 100% dans l'équitable. Ces derniers se fournissent généralement de manière plus directe que les acteurs conventionnels et souvent auprès de collectifs organisés d'artisans (et moins fréquemment auprès d'usines). On retrouve dans cette filière, dite intégrée, des marques de niche, spécialisées dans le vêtement équitable ou biologique (ex. People Tree au Royaume-Uni ou Oxfam Intermon en Espagne). La distribution se fait généralement au travers de réseaux alternatifs du type « magasins du monde ».

Les critères, basés sur les dix principes du commerce équitable de la WFTO sont très axés processus. En d'autres termes, ils permettent de s'améliorer continuellement. Quant au système de contrôle, il se veut à la fois crédible et abordable, sur base d'un mélange d'évaluations internes et externes.

Le système de garantie WFTO n'est pas exempt de défauts, notamment en matière de couverture de la chaîne de fabrication ou de salaires (fréquemment plus proches des salaires minimums légaux que des salaires vitaux). Il se distingue néanmoins des autres systèmes de certification textile par sa souplesse, son accessibilité et sa spécialisation « organisations équitables », qui assure une forme de légitimité quant à la qualité sociale des produits.

Global Organics Textile Standard (GOTS)

Un principe essentiel de la certification GOTS est d'utiliser du coton biologique (sans engrais de synthèse, de pesticides chimiques, d'OGM, etc.) pour la fabrication des vêtements. Mais pas seulement. Elle exige aussi le respect de critères sociaux et environnementaux sur les étapes ultérieures de transformation textile (filage, tissage, confection, etc.) : respect des conventions de base de l'OIT au niveau social et gestion des déchets, de l'eau ainsi que la limitation des produits chimiques nocifs (ex. métaux lourds ou formaldéhydes dans les teintures) au niveau environnemental. Ce standard GOTS est donc relativement complet dans la mesure où il couvre bien tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement. Mais il se révèle assez faible sur les critères sociaux, entre autres du fait de sa spécialisation historique dans l'environnemental (difficile pour un auditeur d'être expert dans tous ces critères à la fois). Il est, néanmoins, très intéressant quand il est combiné avec d'autres standards éthiques ou équitables : en plus de renforcer la composante écologique, il oblige tous les opérateurs, depuis la post-récolte jusqu'à la confection, à séparer physiquement le coton biologique du conventionnel, ce qui permet d'assurer une traçabilité physique tout au long de la chaîne. ■

Patrick Veillard

Pour aller plus loin

Consultez notre carte des alternatives sur www.slowfashion.be

Veillard P. ***Quelles garanties pour s'habiller plus durablement ?*** www.omdm.be/analyses

ETHIQUE VS. ÉQUITABLE ?

Le commerce éthique couvre les relations employeur/employés au sein des entreprises conventionnelles, cherchant à faire respecter les droits fondamentaux du travail, tels que définis notamment par l'Organisation Internationale du Travail (OIT) (ex. conditions de santé et de sécurité).

Le commerce équitable couvre, lui, historiquement les conditions de l'échange commercial avec des petits producteurs indépendants (agricoles ou artisanaux). Comparé au commerce éthique, dont les critères sont essentiellement sociaux, il se concentre donc sur les aspects de développement économique et d'organisation collective des petits producteurs et artisans du Sud (ex. prix minimum, prime de développement, fonctionnement démocratique).

Cependant, des labels équitables ont élargi ces dernières années leurs critères aux organisations employant une main d'œuvre salariée : dans les plantations agricoles (par ex. les bananes), mais aussi dans le textile (à l'exemple du nouveau standard textile de Fairtrade, voir ci-contre). Le résultat est que la frontière entre commerce équitable et éthique a tendance à s'estomper…

REPORTAGE PHOTO



En faisant une rapide recherche internet sur l'étymologie du mot filière, l'une des premières références est « pelote de fil ». A l'évidence, il n'y pas plus approprié que le textile pour illustrer le concept de filière – l'ensemble des étapes que subit un ensemble de biens ou de services, depuis la fabrication de sa matière première, son élaboration et jusqu'à sa distribution auprès des consommateurs. Filage, puis tissage, teinture, traitement des eaux, confection, finition : en suivant le fil des étapes de la transformation du coton, comme nous l'avons fait pour ce reportage, on se rend compte à la fois de la complexité mais aussi du travail que représente la fabrication de nos vêtements, et, plus largement, des produits textiles.
Bienvenue dans les coulisses du textile équitable.



Mila (confection), Tirupur, Tamil Nadu. Selvi derrière sa machine à coudre. ▲

Armstrong (confection), Tirupur, Tamil Nadu. Finition de vêtements pour enfants. ▶

COMMENT FILER UN BON COTON

Un reportage photo de Tineke d'Haese

Ce reportage chez différents partenaires fournisseurs d'Oxfam (Mila Fair Trade Clothing, Shakthi Knitting Mills, Colorsburg, Armstrong Knitting Mills India) a pour modeste ambition de montrer que les chaînes d'approvisionnement textiles ne sont pas nécessairement sources d'exploitation. Bien sûr, tout n'est pas parfait dans l'équitable et le biologique. Mais la construction de ces filières démontre qu'il est possible d'avoir un impact significatif sur la vie de celles et ceux qui fabriquent nos vêtements. Meilleurs salaires, conditions de travail plus sûres et plus flexibles, organisation collective, bénéfices sociaux variés, etc. Tous ces apports se voient et se ressentent en visitant ces usines et ateliers. Il faut d'ailleurs souligner combien toutes les portes se sont ouvertes très simplement pour ce reportage, démontrant une transparence qui est loin d'être la norme dans ce secteur.







Armstrong (filage),Tirupur, Tamil Nadu.
Coton biologique et équitable.

Armstrong (filage),Tirupur, Tamil Nadu.
Travailleuses sur les longues machines de filage.













Armstrong (tricotage),Tirupur, Tamil Nadu.
Travailleur/euse sur les machines de tricotage.

Colorsburg (teinture), Tirupur, Tamil Nadu.
Différentes étapes de la teinture du tissu.









Colorsburg (teinture), Tirupur, Tamil Nadu. Stock ▲
de tissu prêt pour envoi vers l'étape de confection.

Colorsburg (traitement des eaux), Tirupur, Tamil ▶
Nadu. Différentes étapes de purification de l'eau.




lutech







Armstrong (confection), Tirupur, Tamil Nadu.
1. Travailleur/euse de l'unité de coupe posant fièrement.
2. Travailleurs de l'unité de broderie.
3. Jeunes travailleuses recevant une formation.



Mila (confection), Tirupur, Tamil Nadu.

◀ Murugesh, couturier.
▼ Selvi, couturière.





Nallathombi contrôle la qualité des ▲ vêtements avant le repassage.

Boula, stagiaire à la finition. ▶







▲ Morgan repassant les vêtements avant l'emballage.

◀ Murugesh, sérigraphiste (impression).

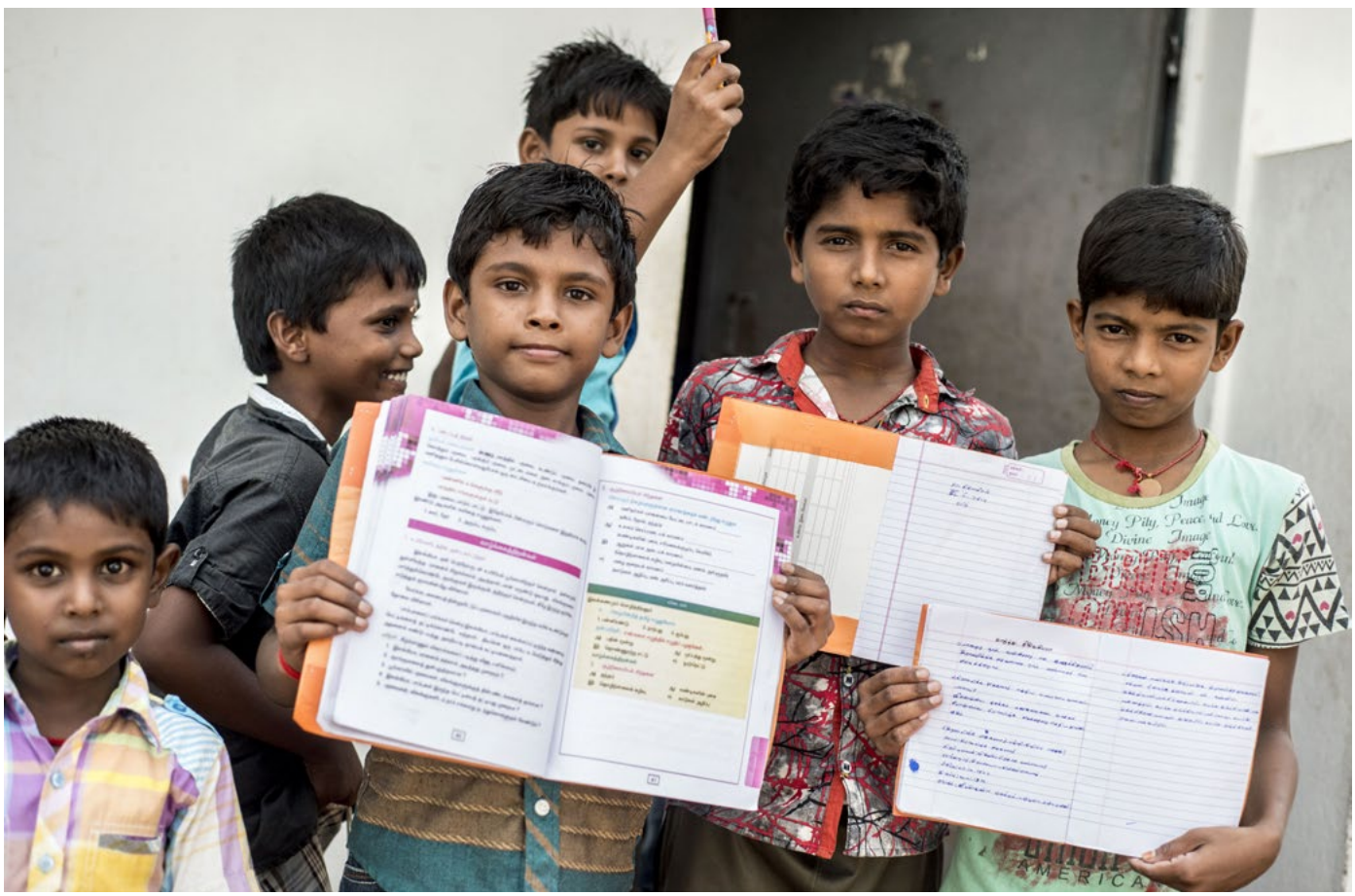






Mila (confection), Tirupur, Tamil Nadu.
Selvi derrière sa machine à coudre.
Selvi posant avec l'enfant de sa voisine, dans sa maison près de l'usine.

Mila (confection), Tirupur, Tamil Nadu. Enfants montrant leurs devoirs
(les deux garçons à droite sont les enfants de Selvi, qui travaille chez Mila).



« IL FAUT PRENDRE CONSCIENCE QU'UN VÊTEMENT BON MARCHÉ EST SOURCE D'EXPLOITATION »

Propos recueillis par Patrick Veillard



***Girish G. Krishnan** est le co-fondateur de **Mila Fair Trade Clothing**, une (toute jeune) organisation indienne de vêtements équitables. Mila fait l'objet d'une campagne de financement participatif (« crowdfunding ») d'Oxfam-Magasins du monde durant l'automne 2017. L'objectif est de lancer une nouvelle gamme de t-shirts équitables et bio, tout en soutenant financièrement le développement de cette « nano entreprise » (comme il la décrit lui-même) d'une dizaine de travailleurs.*

Comment Mila a-t-elle été créée ?
J'ai fait la rencontre il y a 11 ans de Stefan Niethammer, qui lançait à l'époque un business en Allemagne (« 3freunde ») d'importation de vêtements équitables. Je travaillais moi-même dans le négoce textile à Tirupur, une grosse zone de production dans le Tamil Nadu (Inde du Sud).

Face aux difficultés d'approvisionnement en tissu biologique et équitable (notamment du fait de quantités minimales trop élevées), nous avons décidé en 2012 de créer ensemble notre propre organisation, Mila Fair Trade Clothing. Dès le départ, l'idée était de pouvoir fournir du textile bio et équitable en petits volumes à des importateurs spécialisés. Cette spécificité, ainsi que la qualité sociale des produits, les garanties fournies par nos labels, et le service premium et personnalisé à nos clients, font de Mila un acteur unique sur ce marché. Personne d'autre ne fait cela, ce qui me fait penser que l'on est sur le bon chemin !

Pouvez-vous détailler cette qualité sociale ?
Dès le départ, nous avons opté pour le 100% équitable et bio. Mila n'est pas une entreprise conventionnelle convertie dans le bio et l'équitable. Nous avons un haut niveau d'exigence afin de créer une organisation exemplaire. Nous respectons tous les critères équitables et, sur certains points, allons même au-delà.

En matière de salaires par exemple, nous payons un salaire vital généralement supérieur aux exigences du nouveau standard textile de Fairtrade (voir plus bas et article alternatives p. 12). Signe de cette exigence, tous les employés recrutés à la création de Mila sont encore là : ce n'est pas un mince exploit dans cette industrie, qui connait un fort taux de rotation des travailleurs. Par ailleurs, notre chaîne d'approvisionnement est transparente et fait l'objet de visites et inspections régulières.

Pensez-vous qu'il y a un avant et un après Rana Plaza ?
De manière évidente, après le Rana Plaza, le niveau de conscientisation, notamment sur les questions de sécurité des travailleurs et de fabrication de vêtements plus éthiques, s'est considérablement accru. Il faudra encore attendre quelques années avant que cela ne se concrétise sur le plan de l'offre commerciale mais cela a clairement amené de nombreux



© Tineke d'Haese

entrepreneurs à faire des recherches dans ce domaine et à lancer leur propre marque éthique. Dans tous les cas, n'accusez pas le Bangladesh ou les propriétaires du Rana Plaza ! Les grandes marques sont les principaux responsables de cette tragédie. Ce sont elles qui ont été chercher là-bas les coûts les plus bas, en exploitant de pauvres gens. Les consommateurs aussi doivent être conscients que lorsqu'ils achètent et portent un produit bon marché, il est le fruit de l'exploitation de personnes qui le fabriquent.

Quelle est d'après vous la priorité en matière de droits des travailleurs dans le secteur textile en Inde ?

La priorité est d'éduquer les travailleurs. Les informer sur leurs droits, les outils de lutte à leur disposition, les soutiens existants, etc. La plupart des ouvriers du Tamil Nadu viennent de zones rurales et ont un faible niveau d'éducation. Et même lorsqu'ils sont éduqués, ils ne connaissent pas pour autant le code du travail, les minima salariaux, les différentes formes de contrat, etc. De ce point de vue, le nouveau standard textile de Fairtrade International est un outil très intéressant. C'est la raison pour laquelle nous participons à leur programme pilote en Inde, aux côtés de deux autres organisations. Nos travailleurs ont déjà reçu quelques formations. Nous avons hâte qu'il soit implémenté pour être parmi les premiers à offrir cette valeur ajoutée à nos clients.

Quel est le principal défi rencontré par Mila ?

Notre principale contrainte actuellement est le manque de ressources. Quand nous aurons augmenté nos capacités de production, nous pourrons répondre à de plus grosses commandes et stabiliser l'organisation.

Paradoxalement, nos approvisionnements seront également facilités car nous sommes très limités actuellement par les quantités minimales de commandes pour le coton, le fil ou le tissu : étant donnés les très petits volumes dont nous avons besoin, nous passons souvent en dernier auprès des fournisseurs, ce qui pose toute une série de problèmes en matière de délais et de prix. Une fois la taille critique atteinte, nous nous approcherons plus encore du modèle d'organisation équitable dont je rêve ! ■

NOS BÉNÉVOLES PRENNENT LA PAROLE : LE SECONDE MAIN, UNE AUTRE VISION DE LA MODE.

Propos recueillis par Sandrine Debroux



Anne

"Je voulais m'impliquer dans une association bénévole. Ce n'est que par la suite que j'ai pris conscience du message fort que cela faisait passer de travailler dans un magasin de vêtements de seconde main. Aujourd'hui, je fais beaucoup plus attention à la dimension écologique et sociale de ma consommation."



Françoise

"Je porte parfois des vêtements que j'ai achetés ici, au magasin. Et lorsque l'on me complimente sur ma tenue, je précise bien que ça vient de chez Oxfam, pas vraiment pour faire de la pub, mais plutôt pour que mes amis se rendent compte des impacts."



Une autre mode est possible! La plupart des bénévoles qui gèrent nos magasins de seconde main en sont convaincus. Pour le vérifier, nous sommes allés à la rencontre de l'équipe de Wavre.

"*Enfin une campagne où le seconde main est mis en valeur!*". À Wavre, chacune trouve que cela tombe à pic pour aborder la thématique du textile en magasin : "*Nous sommes enthousiastes à l'idée d'expliquer en quoi le seconde main est une belle alternative à la surconsommation, et inviter les client·e·s à participer à d'autres actions.*"

Et l'équipe de surenchérir "*On a entendu que des équipes bénévoles d'autres Magasins du monde-Oxfam faisaient de la sensibilisation durant les jours blancs des étudiant·e·s du secondaire. C'est une super idée ! Du coup, nous organiserons bientôt nous aussi une action auprès des jeunes dans notre magasin afin de leur montrer ce qu'on y fait, ce qu'on y vend, et ainsi les faire changer d'avis sur le seconde main !*". Il est vrai qu'auprès d'un public adolescent, le seconde main n'a pas nécessairement la cote et est souvent vu comme vieillot et démodé. D'où l'intérêt de porter la campagne « Slow Fashion » également dans les Jeunes Magasins Oxfam, dans les écoles secondaires ! ■

Pour aller plus loin

Vidéo "***Pourvu que ça dure – les vêtements de seconde main***"
https://vimeo.com/10804698

OÙ TROUVER DES VÊTEMENTS ÉQUITABLES, ÉTHIQUES OU "SLOW FASHION" ?

En Belgique francophone, certaines enseignes se sont spécialisées dans les marques bio et équitables :

Ozfair à Saint Gilles, Couleurs Sud à Court-Saint-Etienne ou l'Envol du Colibri qui organise des ventes privées ou par internet...

www.ozfair.be
www.couleurs-sud.eu
www.lenvolducolibri.be



Il existe aussi un grand nombre de stylistes et boutiques spécialisées dans la « mode éthique », pas forcément labélisées mais qui affichent une volonté de se démarquer de la mode conventionnelle, en privilégiant les circuits courts et le bio : Valérie Berckmans, Made and More, Façon Jacmin et son fashion truck, Bonjour Maurice (pour les enfants), Honest By, Super Green me, Assia Kara, Wear a story, Supergoods...

Avant de jeter vos vêtements ou de les donner à un magasin de seconde main Oxfam, vous pouvez également les réparer : dans un Repair Cafés ou « Couture Truck ».

Pour la liste des repair cafés, voir www.repaircafe.org

Vous pouvez également créer ou customiser vos vêtements : cafés tricot, boutiques ou ateliers de customisation



Le site Fashion shift now vous propose plusieurs défis afin d'abandonner la « fast fashion » et de switcher pour le durable et l'éthique.
www.fashionshiftnow.org

Sans oublier Tale Me, la boutique de location de vêtements « beaux et éthiques », une belle alternative à la surconsommation.
www.taleme.be



Il y a sûrement une alternative près de chez vous. Et n'oubliez pas les rendez-vous de l'upcycling, l'art de faire du neuf avec du vieux :

Recup'date, à Charleroi ou le Recreation hall, le marché de l'upcycling à Bruxelles, etc.

Plus d'alternatives sur
www.slowfashion.be

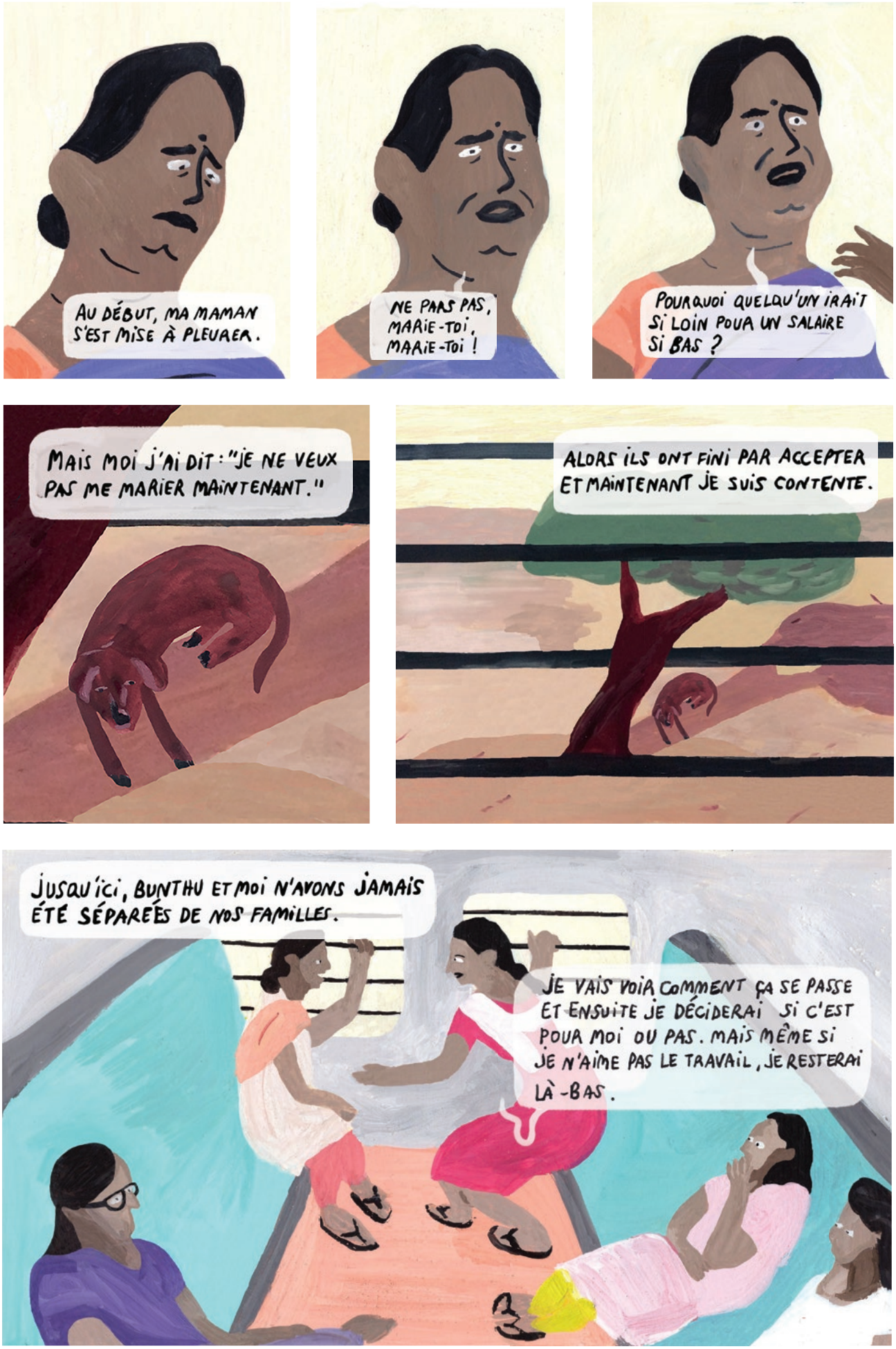
JUNGLE SISTER : L'HISTOIRE VRAIE DE DEUX JEUNES OUVRIÈRES DE LA CONFECTION EN INDE

Adaptation et illustrations de Priscilla Suarez Bock

Cette BD est directement inspirée du film « Jungle Sisters ». À travers ce documentaire, la réalisatrice Chloé Ruthven a voulu montrer les dessous de l'industrie textile mais aussi le dilemme qui s'offre aux jeunes filles du monde rural en Inde : accepter un mariage arrangé, lié à la tradition patriarcale, ou partir en ville pour y travailler dans des conditions très dures...






AU DÉBUT, MA MAMAN S'EST MISE À PLEURER.
NE PARS PAS, MARIE-TOI, MARIE-TOI !
POURQUOI QUELQU'UN IRAIT SI LOIN POUR UN SALAIRE SI BAS ?
MAIS MOI J'AI DIT : "JE NE VEUX PAS ME MARIER MAINTENANT."
ALORS ILS ONT FINI PAR ACCEPTER ET MAINTENANT JE SUIS CONTENTE.
JUSQU'ICI, BUNTHU ET MOI N'AVONS JAMAIS ÉTÉ SÉPARÉES DE NOS FAMILLES.
JE VAIS VOIR COMMENT ÇA SE PASSE ET ENSUITE JE DÉCIDERAI SI C'EST POUR MOI OU PAS. MAIS MÊME SI JE N'AIME PAS LE TRAVAIL, JE RESTERAI LÀ-BAS.


CE TRAIN NOUS EMMÈNE À 1000 KM DE CHEZ NOUS.
JE POURRAIS PEUT-ÊTRE LANCER MA PROPRE ENTREPRISE!


ECOUTEZ, LES AMIES, VOUS DEVEZ ÊTRE ATTENTIVES. JUSQU'ICI VOUS DÉJEUNIEZ À LA MAISON, AVEC VOS PARENTS... N'EST-CE PAS?
USINE TEXTILE, BANGALORE.
VOUS PENSEZ QUE C'EST COMME ÇA ICI? NON MES AMIES.


ICI, VOUS AVEZ UNE DEMI-HEURE POUR MANGER.


ET APRÈS LE TRAVAIL, VOUS IREZ À L'HÔTEL.


QUAND VOUS QUITTEREZ LE TRAVAIL IL SERA 18H. DONC, ENTRE 18H ET 19H-19H30, VOUS AUREZ LA PERMISSION DE SORTIR.


SI ON VOUS SURPREND AU TÉLÉPHONE APRÈS 21H30, LE GARDE VOUS CONFISQUERA VOTRE TÉLÉPHONE.
POURQUOI DEVEZ-VOUS ÊTRE AU LIT À 22H ? PARCE QUE VOUS DEVEZ VOUS LEVER À 5H DU MATIN.


BUNTHU ET MOI, ON DORT DANS UN HÔTEL-DORTOIR AVEC LES AUTRES FILLES DE L'USINE. IL Y A UN GARDE QUI NOUS SURVEILLE.
C'EST PRÊT ?


CUISINEZ LE MATIN. VOUS DEVEZ AVOIR TERMINÉ DE MANGER À 20H.


C'EST TROP CUIT.
À 20H20, VOUS DEVEZ AVOIR QUITTÉ LA PIÈCE.
L'AGENT DE SÉCURITÉ VIENDRA ET VOUS EMMÈNERA À L'USINE LE MATIN ET LE SOIR IL VOUS RAMÈNERA.
DES AMIES SONT VENUES S'INSTALLER À BANGALORE IL YA DÉJÀ 3 MOIS. ACCOMPAGNÉES D'UN GARDE, NOUS SOMMES AUTORISÉES À LEUR RENDRE VISITE.
Ravi EMPORIUM


ELLES AUSSI ONT UNE GARDE.


VOUS AIMEZ ICI ?
C'EST DIFFÉRENT, IL N'ARRÊTENT PAS DE NOUS GRONDER.


SI TU VAS AUX TOILETTES, QUAND TU REVIENS, UNE GRANDE PILE DE TRAVAIL A POUSSÉ À CÔTÉ DE TA MACHINE.


ALORS JE N'Y VAIS PLUS, JE N'OSE PLUS ALLER AUX TOILETTES, NI AILLEURS.


ET LES GARÇONS ?
LES GARÇONS SONT PARTIS, ILS TROUVAIENT LE TRAVAIL TROP DUR. 5500 RUPEES*, CE N'EST PAS ASSEZ. LA MOITIÉ DE TON SALAIRE PART POUR LE LOYER, LE RIZ ET LE GAZ.
*70 EUROS


ET ENSUITE, TU AS TOUS LES COÛTS DU QUOTIDIEN. IL NE NOUS RESTE PLUS RIEN. C'EST POUR ÇA QU'ON VEUT TOUTES PARTIR, LE SALAIRE NE SUFFIT PAS.


À L'USINE, BUNTHU ET MOI ON ESSAYE DE TENIR LE COUP.
COMBIEN DE POCHES AS-TU COUSUES AUJOURD'HUI ?


ENTRE 400 ET 500. ET TOI ?
JE N'ARRIVE PAS TOUJOURS À COUDRE AUTANT DE PIÈCES QU'ILS LE VOUDRAIENT, MAIS CE QUE JE FAIS, JE LE FAIS BIEN.


DE RETOUR À L'HÔTEL, UNE DISPUTE ÉCLATE ENTRE QUELQUES FILLES ET BANITA, LA GARDE.
J'AI DIT QUE VOUS POUVIEZ SORTIR DE 10H À 14H.


MAIS MADAME, ON EST PARTIES D'ICI À 11H, PAS À 10H.
VOUS AVEZ UNE DEMI-HEURE DE RETARD. SI VOUS N'ÊTES PAS PARTIES À 10H, CE N'EST PAS MON PROBLÈME!


VOUS AURIEZ DÛ REVENIR PLUS TÔT.


PARDON.


VOUS DEVEZ SUIVRE LES RÈGLES ET LE RÈGLEMENT DE L'HÔTEL.
ELLE MET DES RÈGLES ET DES RESTRICTIONS SUR TOUT.


ELLE NE NOUS LAISSE PAS SORTIR SANS SA PERMISSION.
ET CHAQUE FOIS QU'ON LUI DEMANDE LA PERMISSION, ELLE NOUS LA REFUSE.


MA MAMAN ME MANQUE.


ELLE VOUDRAIT VENIR ME VOIR, MAIS ILS N'AUTORISENT PAS LA VISITE DES FAMILLES.


CE MATIN, BUNTHU ET MOI AVONS QUITTÉ L'HÔTEL-DORTOIR, SANS L'AUTORISATION DE L'USINE.
EXCUSEZ-MOI, LA GARE C'EST PAR OÙ ?


ÇA FAIT 5 MOIS QU'ON N'A PAS VU NOS FAMILLES.
J'AI PEUR QU'ILS ESSAYENT DE ME MARIER UNE FOIS QUE JE SERAI AU VILLAGE.
MOI AUSSI. IL Y EN A UN QUI EST VENU ME DEMANDER EN MARIAGE MAIS J'AI REFUSÉ.


CE QUI ME REND TRISTE, C'EST DE QUITTER BUNTHU. ON EST INSÉPARABLES MAINTENANT.


UN PROFESSEUR M'A DEMANDÉE EN MARIAGE. SI JE DIS NON, LES PROCHES DE MES PARENTS SERONT FURIEUX.
ORISSA, INDE DE L'EST. CHEZ LA MAMAN DE BANU.


ILS VONT DIRE : "TU AS ENVOYÉ TA FILLE À BANGALORE, TU N'AS PAS D'ARGENT...


...ET EN PLUS MAINTENANT ELLE PENSE QU'ELLE EST TROP BIEN POUR SE MARIER."


SI LE GARÇON INSISTE, ON FERA LE MARIAGE L'ANNÉE PROCHAINE.


ILS NE M'ONT RIEN DIT, JE NE SAIS PAS QUOI FAIRE. JE SAVAIS QUE QUELQUE CHOSE COMME ÇA ALLAIT ARRIVER.


SI ELLES NE SE MARIENT PAS ET CONTINUENT À VIEILLIR, QUI VA LES ÉPOUSER ?


ELLES VONT RESTER À LA MAISON, ON N'A PAS D'ARGENT, QU'EST-CE QU'ON FERA ?
QUEL GENRE D'HOMME TU VAS TROUVER POUR MOI ?
IL DOIT AVOIR UN BON TRAVAIL ET NE PAS BOIRE.


POURQUOI SUIS-JE REVENUE ICI ? POURQUOI ÉTAIT-ON SI PRESSÉES ?
TEXTES ET DESSINS : PRISCILLA SUAREZ BOCK
INSPIRÉ DU FILM "JUNGLE SISTERS" DE CHLOÉ RUTHVEN.

INDE : ÉGALITÉ HOMMES - FEMMES ET CONDITIONS DE TRAVAIL



1 EGALITÉ HOMMES-FEMMES

En Inde, avoir une fille est souvent considéré comme moins utile et moins honorable, parfois même comme une malédiction ! Les parents devront payer les frais de mariage des filles et offrir une dot à la famille du marié (même si c'est interdit par la loi). Pour pouvoir payer cette dot, ils doivent parfois économiser toute leur vie !

La violence envers les femmes est très répandue dans cette société où la domination masculine se traduit notamment par les viols, la violence domestique, les mariages forcés, les attaques à l'acide, les crimes d'honneur, le trafic sexuel, la pratique de la dot, etc. Ce qui vaut à l'Inde d'être classée comme le 4ème endroit le plus dangereux au monde .

Des filles éliminées avant même la naissance

L'Inde détient le triste record d'infanticides et d'avortements sélectifs de filles. L'avortement discriminatoire est pourtant interdit par la loi. Le gynécide, c'est-à-dire le meurtre des filles, reste pourtant assez courant en milieu rural. Certains auteurs estiment qu'il faudrait 60 millions de femmes supplémentaires pour rétablir un équilibre naturel entre sexes en Inde !

> ***"Lorsque j'ai commencé à sortir du village, j'ai pris conscience que les hommes et les femmes étaient égaux."***
> Amina, artisane chez Sasha (Inde).

Impacts du commerce équitable en matière d'égalité hommes-femmes

L'éducation des adultes et des enfants, en particulier des filles, est l'une des principales plus-values du commerce équitable.

Plus généralement, le commerce équitable est un outil d'émancipation et de défense des droits des femmes. Des organisations indiennes telles que Tara et Sasha, partenaires d'Oxfam, apprennent aux femmes à mieux connaître leurs droits.

Certaines organisations de commerce équitable apportent un soutien aux victimes de violences conjugales (voir encadré ci-contre).

Le commerce équitable permet également aux femmes d'acquérir des compétences, de la confiance en soi et de modifier petit à petit leur place dans la société.

"Une loi a été votée pour que les femmes puissent aussi avoir des sièges au sein de l'administration communale du village et certaines ont été élues. Mais même si des femmes ont été élues aux fonctions les plus hautes du village, ce sont toujours les hommes qui ont le dernier mot. Et ils forcent les femmes à adopter leurs décisions politiques. Notre organisation est différente en ce sens que nous sommes 90% de femmes et seulement 10% d'hommes et toutes les décisions importantes sont prises par des femmes."
Dipali, artisane chez Sasha (Inde)



Issue d'une famille pauvre, Pooja a arrêté l'école à 14 ans et s'est mariée à 15 ans. Etant victime de violence conjugale, elle décide de rejoindre son père et dépose plainte pour viol contre son ancien mari. Grâce au soutien de Jeevika, un des groupes d'artisans travaillant avec Sasha (partenaire d'Oxfam), elle bénéficie d'un avocat gratuit et elle gagne finalement son procès. Aujourd'hui, la jeune femme est régulièrement invitée à des débats pour montrer aux femmes qu'il faut se battre pour ses droits et qu'il existe des recours légaux en cas de violence conjugale.

"Quand je pense à tout cela, je me sens très fière. Malgré le peu d'éducation que j'ai reçue, je suis maintenant capable de parler en public, à la télévision même ! De suspicieux, mon entourage est devenu admiratif. Je suis également reconnaissante envers Jeevika qui m'a permis de mener ce combat pendant toutes ces années".



2 SALAIRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le salaire minimum défini par l'Etat central indien était en juillet 2015 de 160 roupies (2,22€) par jour, soit 4160 Rupees (57€) par mois. Ce minima est très largement inférieur au salaire vital et ne suffit pas à assurer une vie décente, d'autant que les lois sur les horaires de travail (semaine de 48h, avec un maximum de 12h supplémentaires) sont très peu respectées. Les femmes sont d'autant plus affectées qu'elles reçoivent des salaires journaliers inférieurs en moyenne de 25% à ceux des hommes. A noter que dans le secteur textile, 60% des employé·es sont des femmes (même s'il existe de fortes disparités régionales). En plus de leur travail, les femmes portent de très lourdes responsabilités. Si quelqu'un tombe malade à la maison, c'est généralement à elles de s'en occuper. Elles doivent récolter l'eau, nettoyer la maison, s'occuper des enfants,...



Le cas des contrats sumangali

Le système « Sumangali » est un cas symbolique des violations des conditions de travail dans les filières textiles en Inde : il combine travail des enfants, travail forcé, trafic d'êtres humains et discrimination basée sur le sexe et la caste, pas moins ! Localisé essentiellement dans l'Etat du Tamil Nadu, ce système, proche de l'esclavage moderne, est basé sur l'emploi, dans les usines de filage et de confection, de jeunes filles provenant de régions rurales pauvres ou d'Etats avoisinants (souvent des intouchables ou « dalits »). Des agents locaux les y recrutent en leur promettant un bon salaire, assorti d'une prime à la fin du contrat si celui-ci est entièrement presté (généralement trois ans).

Ce type de contrat est très attractif pour les parents, pour la plupart très pauvres, car il peut potentiellement couvrir tout ou partie de la dot. Malheureusement, il se révèle souvent être un leurre : les ouvrières doivent travailler de très longues journées, dans des conditions insalubres et avec très peu de liberté de mouvement (elles sont confinées dans des logements attenants aux usines). De plus, la totalité des salaires ne leur est pas toujours versée. Si ce type de contrat Sumangali a nettement diminué depuis quelques années, suite à l'action d'ONGs internationales (ex. SOMO, ICN) et locales (ex. SAVE, READ), des poches subsistent toujours, en particulier dans les usines de filage (peu visibles et difficilement accessibles pour les syndicats, marques, et ONGs car elles sont le plus souvent localisées dans des zones rurales reculées). D'après les recherches et sources de l'ONG READ, près de 50.000 filles seraient encore victimes de ces différentes formes d'esclavage, via des contrats similaires dont seul le nom a changé (ex. « Mangalya Thittam », « marriage scheme », « camp coolie system »).

"Dans notre atelier, nous sommes très exigeants en ce qui concerne les infrastructures. Les artisans doivent bénéficier d'une installation électrique conforme, avec de bons câblages. Ils doivent utiliser des masques et des gants. Pushpanjali veille à fournir de meilleures conditions de travail que celles des autres entreprises "
Surash Mittal
Pushpanjali (Inde).

Impacts du commerce équitable sur les conditions de travail

Dans le secteur équitable, les salaires versés permettent de répondre aux besoins de base et sont complétés par d'autres avantages sociaux (épargne,



Sofiya, 27 ans, travaille depuis sept ans comme artisane au sein du projet Tara, à Delhi. Issue d'une famille musulmane de 7 enfants, elle aurait dû être mariée jeune, élever ses enfants et prendre soin des tâches domestiques en étant confinée à la maison. Mais, grâce à son courage et à sa volonté, elle a pu trouver un travail au sein de l'organisation de commerce équitable Tara.

" C'était le plus beau jour de ma vie. Quelle fête quand j'ai reçu mon premier salaire ! ". Elle s'est acheté un scooter pour rejoindre son lieu de travail. *"Je n'ai plus de comptes à rendre à personne."*

"Avant, je n'avais pas confiance en moi. Sur le plan personnel, j'ai beaucoup changé. Je mange bien et je porte de beaux vêtements, mes enfants aussi se portent bien. Ils reçoivent des cours particuliers, ils mangent bien et s'habillent bien. Avant nous étions dans une situation très difficile, maintenant tout va mieux. "
Asha Kumari, artisane chezTara

prime pour l'éducation des enfants, accès à la santé...). Les heures supplémentaires sont limitées et généralement doublement rémunérées. Par ailleurs, les organisations équitables doivent mettre en place des politiques en faveur de l'égalité hommes-femmes, assurant l'absence de discriminations de genre au travail. Le fait de gagner de l'argent permet également aux femmes de pouvoir gagner plus de pouvoir au sein de la société et au sein de la famille.

Les ouvriers/ères et artisan·e·s du secteur équitable travaillent dans de bonnes conditions de santé et de sécurité et bénéficient de contrats de travail en bonne et due forme, avec tous les bénéfices sociaux associés (assurance santé et pension notamment). Des politiques de prévention du travail forcé ou du travail des enfants sont mises en place. Généralement, les organisations équitables ciblent spécifiquement l'octroi d'un emploi décent aux populations marginalisées (ex. populations de bidonvilles chez Creative Handicraft, dans la région de Mumbaï). Ces bonnes conditions sont permises par un dialogue social mature, en lien avec la présence de comités de travailleurs, de syndicats ou même l'implication des artisan·e·s dans les instances dirigeantes. Exemple : Creative Handicraft est dirigé par son assemblée générale, et chaque groupe d'artisan·e·s est géré par un·e représentant·e élu·e (dont certains siègent dans le conseil d'administration). ■

Pour en savoir plus :

Oxfam a publié trois études en lien avec cette thématique. Elles sont disponibles sur **www.omdm.be/etudes**

- Veillard P. 2015. *Travail décent et textile équitable. Impact du commerce équitable sur la durabilité des chaînes textiles. Analyse de contexte globale.*
- Veillard P. 2016. *Travail décent et textile équitable. Impact du commerce équitable sur la durabilité des chaînes textiles. Etude de cas de 4 organisations équitables indiennes.*
- Veillard P. 2014. *Artisanat et genre. Impact de l'artisanat équitable sur l'empowerment des femmes en Inde et au Bangladesh.*





Murugesh a commencé à travailler à 14 ans dans une usine textile dans des conditions de travail très dures. Malgré tout, il est passé graduellement d'assistant à couturier, pour être aujourd'hui « maître tailleur ». Il a travaillé chez Mila quelques années, aux débuts de l'organisation, mais l'a quittée pour ce qui semblait être un travail plus attractif : des commandes très bien payées, mais à la pièce. Une fois les commandes finies, il s'est rendu compte que le salaire fixe de Mila était bien plus intéressant sur une base annuelle. En plus de ce bon salaire, le commerce équitable signifie pour lui plus de liberté et d'autonomie dans son travail.

Selvi est arrivée chez Mila il y a plus d'un an, après avoir perdu son ancien travail. Comme près de 300.000 autres ouvriers de la région, elle a assisté à la fermeture de son ancienne usine, suite à une décision de la Cour de justice indienne d'interdire les déversements d'eaux usées dans les rivières. D'abord assistante, puis maintenant couturière, elle a beaucoup appris chez Mila, notamment du fait de la grande expérience de ses collègues et de l'approche orientée qualité de l'organisation. Aujourd'hui, elle est fière de gagner un peu plus que son mari (près de 14.000 rps par mois, soit environ 200€). A eux deux, ils parviennent à économiser environ 10.000 rps par mois, ce qui leur permet d'envisager l'achat d'un terrain pour construire une maison.

NOUS POUVONS AGIR!

PARTICIPEZ AU CROWDFUNDING T-SHIRT ÉQUITABLE





NOTRE OBJECTIF : Développer une nouvelle gamme de t-shirts équitables et bio, tout en soutenant financièrement notre partenaire et fournisseur indien Mila.

NOS ENGAGEMENTS :
Tout au long de la campagne, nous vous enverrons des informations et des images sur les différentes étapes de la fabrication de ce t-shirt en Inde.

www.omdm.be/crowdfunding

FAITES PRESSION SUR LES MARQUES

Signez le manifeste d'Oxfam pour une économie humaine.
www.oxfamsol.be/inegalites

Le site d'achACT publie régulièrement des actions urgentes et des pétitions à signer. Une manière simple et efficace de demander aux marques de rendre des comptes.
www.achact.be/Actions-urgentes.htm

Voir aussi la pétition de Solidarité Mondiale (WSM) en faveur de vêtements sportifs plus « clean ».
sur www.vetementsclean.be

PARTICIPEZ À UNE INITIATIVE DE SLOW FASHION

Acheter des vêtements équitables, éthiques ou de seconde main, les customiser, les louer, les réparer, participer à un troc ou à une donnerie,...
Ce ne sont pas les alternatives qui manquent.

PARTICIPEZ À UNE DE NOS JOURNÉES SLOW FASHION

Le 14 octobre 2017 à Mons
et le 5 mai 2018 à Bruxelles.
Plus d'infos sur
www.slowfashion.be

OXFAM
Magasins du monde